

Finances de l'Ontario - Troisième trimestre de 2001-2002

Le 27 février 2002

Perspectives d'équilibre budgétaire

- Les perspectives pour l'exercice 2001-2002 sont conformes au plan budgétaire. Au 31 décembre 2001, un excédent de 140 millions de dollars était prévu, ce qui est conforme au budget de l'Ontario de 2001 et aux Finances de l'Ontario du deuxième trimestre.

Recettes : 63,9 milliards de dollars

- Les recettes prévues s'élèvent à 63 864 millions de dollars, soit 406 millions de dollars et 248 millions de dollars de moins que les chiffres du plan budgétaire et des Finances de l'Ontario du deuxième trimestre respectivement. Cette baisse est attribuable principalement à la diminution des recettes tirées de la taxe de vente au détail et de l'impôt-santé des employeurs.

Dépenses : 63,4 milliards de dollars

- Les dépenses totales sont de 63 414 millions de dollars, soit 144 millions de dollars et 2 millions de dollars de plus que dans le plan budgétaire et les Finances de l'Ontario du deuxième trimestre respectivement. Cette hausse est attribuable surtout à l'augmentation du financement des services de bien-être de l'enfance et aux coûts supplémentaires engagés pour la lutte contre les incendies de forêt au cours de l'été et de l'automne 2001, ce qui a été partiellement compensé par des économies au chapitre des immobilisations et de l'intérêt sur la dette publique.

Réserve à 0,5 milliard de dollars

- Le plan financier de l'Ontario pour l'exercice 2001-2002 comprenait une réserve de 1 milliard de dollars destinée à protéger l'équilibre budgétaire contre des changements inattendus et défavorables dans les perspectives économiques et financières.
- Comme le taux de croissance de l'économie est moins élevé que prévu et compte tenu du rôle de la réserve dans une démarche budgétaire prudente, une tranche supplémentaire de 250 millions de dollars de la réserve a été utilisée au cours du présent exercice pour atteindre l'objectif d'équilibre budgétaire. S'il n'est pas nécessaire de puiser dans le reste, soit 450 millions de dollars, ce montant pourra servir à réduire la dette.

Récapitulatif budgétaire

31 décembre 2001 (en millions de dollars)	2001-2002			
	Chiffres actuels 2000-2001	Plan budgétaire	Perspec- tives actuelles	Change- ment au cours de l'exercice
Recettes	64 682	64 270	63 864	(406)
Dépenses				
Programmes	50 075	52 011	52 283	272
Restructuration et autres dépenses	31	—	—	—
Total des dépenses de programmes	50 106	52 011	52 283	272
Immobilisations	2 079	1 944	1 881	(63)
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 896	8 795	8 730	(65)
Secteur de l'électricité	520	520	520	—
Total des dépenses	61 601	63 270	63 414	144
Moins : Réserve	—	1 000	450	(550)
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs*	244	140	140	—
Excédent/(Déficit)	3 325	140	140	—

* Tient compte de l'excédent estimatif des recettes sur les dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Faits saillants concernant l'économie

Le PIB réel de l'Ontario a diminué de 0,8 % au cours du troisième trimestre de 2001 (taux annualisés de 3,3 %), à la suite d'une augmentation de 0,6 % au cours du deuxième trimestre.

Le marché de l'emploi de l'Ontario compte 90 600 emplois de plus qu'en 2001.

Le taux de chômage de la province a été de 6,3 % en 2001.

Au cours des 11 premiers mois de 2001, **les ventes au détail ont augmenté de 2,8 %** dans la province par rapport à un an auparavant.

En 2001, **les mises en chantier de logements en Ontario se sont accrues de 2,5 %** par rapport à l'année précédente.

Au cours des 11 premiers mois de 2001, **les exportations de marchandises de la province ont affiché une baisse de 4,0 %** par rapport à un an auparavant, principalement en raison de la diminution des exportations de voitures aux États-Unis.

Les expéditions de biens manufacturés de l'Ontario ont diminué de 6,0 % au cours des 11 premiers mois de 2001, faisant suite à une hausse de 6,2 % pour l'année 2000.

L'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) était de 1,1 % en décembre comparativement au niveau élevé de 4,3 % atteint en avril 2001.

En 2001, **le taux d'inflation de l'IPC a été de 3,1 %**, par rapport à 2,9 % en 2000. La hausse des prix de l'énergie a fait monter l'inflation en 2000 et en 2001. La diminution des prix du pétrole et du gaz entraîne maintenant la baisse des taux d'inflation.

Mise à jour du programme de financement

- Les emprunts à long terme de la province pour 2001-2002 sur les marchés publics devraient totaliser 11,3 milliards de dollars. La province empruntera afin de refinancer 9,5 milliards de dollars de la dette arrivée à échéance, 3,1 milliards de dollars aux fins de la régularisation et de la consolidation ainsi que 1,5 milliard de dollars pour la provision aux fins du rachat anticipé des obligations. La province pourrait emprunter 0,2 milliard de dollars supplémentaires auprès du Régime de pensions du Canada (RPC), si cela est avantageux.
- Au 31 décembre 2001, les besoins à long terme d'emprunts sur les marchés publics étaient de 2,2 milliard de dollars supérieurs au montant indiqué dans le plan budgétaire de 2001-2002. Cela est dû à une augmentation de 0,8 milliard de dollars au poste de la régularisation et de la consolidation, à une hausse de 0,5 milliard de dollars des rachats anticipés d'Obligations d'épargne de l'Ontario et à une réduction de 1,0 milliard de dollars des emprunts au Régime de pensions du Canada, qui est compensée par une baisse de 0,1 milliard de dollars de la dette arrivée à échéance. Jusqu'à ce jour, les emprunts au Régime de pensions du Canada ont été plus coûteux que les autres moyens de financement.
- Au cours du troisième trimestre, la province a emprunté 1,7 milliard de dollars par l'entremise notamment de deux émissions mondiales en dollars américains, de deux émissions d'euro-obligations en dollars canadiens et d'un certain nombre de titres de créance à moyen terme sur le marché intérieur.
- En plus des emprunts et des remboursements indiqués dans le tableau, la province a racheté 361 millions de dollars de dettes au moyen de dettes équivalentes contractées à des taux plus favorables.
- Le marché intérieur demeurera la principale source de financement public de la province. L'Office ontarien de financement continue à suivre l'évolution des marchés financiers étrangers afin de profiter des possibilités d'emprunt avantageuses.
- Au 27 février 2001, la province avait contracté des emprunts d'une valeur de près de 11,4 milliards de dollars dans le cadre de son programme d'emprunts à long terme sur les marchés publics pour 2001-2002.

Dette provinciale nette

- La dette provinciale nette devrait s'établir à 110,6 milliards de dollars au 31 mars 2002, soit 0,1 milliard de dollars de moins que le montant prévu dans le plan budgétaire et les Finances de l'Ontario du premier trimestre 2001, à la suite de la révision à la baisse de la dette provinciale nette indiquée dans les Comptes publics de 2000-2001.

Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)

- En plus des emprunts contractés en son propre nom, la province a emprunté 1,8 milliard de dollars en vue de combler les besoins d'emprunt à long terme de 3,4 milliards de dollars de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) pour 2001-2002. En échange, la SFIEO émet des titres de créance à la province. Le reste des besoins d'emprunt de la SFIEO sera comblé à l'aide d'emprunts à court terme à la suite de la décision de privatiser Hydro One Inc.

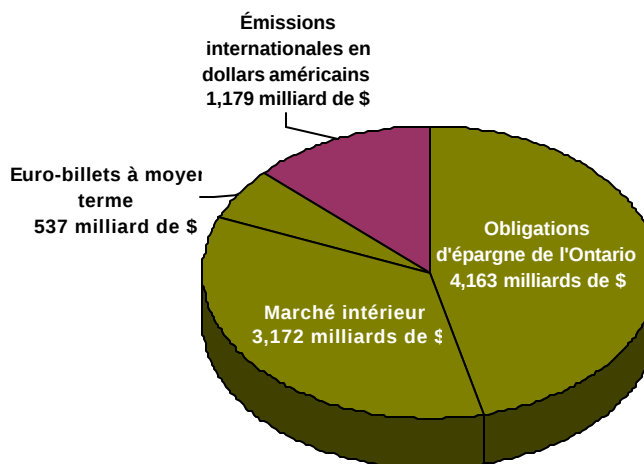
Sommaire financier

31 décembre 2001	2001-2002			
	Chiffres réels 2001-2002	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. par rapport au budget
(en millions de dollars)				
Excédent/(Déficit)	3 325	140	140	—
Régularisation et consolidation	(4 496)	(2 258)	(3 075)	(817)
Dette arrivée à échéance*	(8 145)	(9 557)	(9 467)	90
Provision pour rachats anticipés	(1 036)	(1 020)	(1 523)	(503)
Autres sources/(Destinations)	(330)	—	—	—
Remboursements nets d'organismes/ (Prêts à des organismes)	766	(42)	(42)	—
Diminution/(Augmentation) des réserves de liquidité	962	2 551	2 551	—
Augmentation/(Diminution) des emprunts à court terme	(113)	—	—	—
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	611	1 130	157	(973)
Emprunts à long terme sur les marchés publics	8 456	9 056	11 259	2 203
dont :				
contractés			9 051	
restants			2 208	

* La dette arrivée à échéance est inférieure au montant prévu dans le plan budgétaire parce que la province s'est prévaluée de son option sur les obligations à échéance prorogable.
Nota : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.

Emprunts à long terme pour 2001-2002

9 051 millions de dollars canadiens contractés au 31 décembre 2001*



* À l'exclusion du rachat de la dette.